

Association Osons parler argent

Café philo sur l'argent n° 36

Séance du 19.01.2020

Thème du jour

Comment mieux répartir l'argent dans la société ?

Animation : Pierre Félin

Compte rendu : Jean Beaujouan

Sommaire

1. *Qu'est-ce qu'un Café philo sur l'argent ?*
2. *Choix du thème à débattre*
3. *Synthèse des idées-clés échangées par les participants*
4. *Synthèse des compléments théoriques*
5. *Compte rendu détaillé des échanges*
6. *Évaluation de la séance par les participants*
7. *Compléments conceptuels.*

1. Qu'est-ce qu'un Café philo sur l'argent ?

L'argent occupe une place centrale dans notre vie individuelle et sociale. Mais il existe peu d'endroits où l'on puisse réfléchir ensemble aux questions qu'il suscite dans notre vie...

Le but de notre café philo est donc de permettre à ses participants de parler d'argent dans la confiance et la sécurité, à la fois dans le registre des idées et dans celui de leur vécu, afin de :

- Mieux comprendre sa nature et son fonctionnement dans le monde social ;
- Le démystifier et l'appivoiser dans notre vie personnelle ;
- Vivre de façon plus harmonieuse.

Philosopher, c'est s'interroger sur un sujet, s'étonner que les choses soient comme elles sont, et remettre en cause certaines évidences apparentes ; c'est faire un travail de pensée critique pour approcher la vérité ; c'est enfin et surtout s'exercer concrètement à mener une vie plus sage.

Notre café philo sur l'argent est ouvert à tous. Pour y participer, pas besoin d'être un philosophe professionnel ni un intellectuel : il suffit d'aimer partager, avec nos semblables, nos réflexions et nos questions sur la vie et notamment sur *notre* vie !

2. Choix du thème à débattre

- Thèmes proposés par les participants
 - Comment percevoir des revenus passifs avec des investissements immobiliers ?
 - Différence entre la générosité et la prodigalité
 - Qu'est-ce qui pourrait freiner à l'avenir la concentration croissante du capital entre les mains de quelques individus très riches ?
 - Comment se soigner quand on est radin ?
 - Comment apprendre à être radin ?
 - La transparence financière dans la famille
 - Comment limiter les croyances limitantes par rapport à l'argent ?
 - Pourquoi refuse-t-on de gagner de l'argent ?
 - **Comment mieux répartir l'argent dans la société ?**

3. Synthèse des idées-clés échangées par les participants

- Constats
 - Les richesses sont inégalement réparties dans la société ;
 - Le manque appelle le manque et l'argent appelle l'argent ;
 - Les écarts de revenus actuels semblent supérieurs à ceux d'avant la Révolution française ;
 - Les pauvres empruntent à des taux beaucoup plus élevés que les riches ;
 - Les humains sont devenus esclaves de l'argent, l'outil de puissance qu'ils ont eux-mêmes créé ;
 - Les personnes les moins riches sont, en plus, victimes du mépris social ;
 - La France apparaît aujourd'hui dans un état presque prérévolutionnaire ;
 - Dans certains pays pauvres comme Madagascar, la répartition des richesses est encore plus inégalitaire. Ne bénéficiant pas de dispositif de sécurité sociale, les pauvres et la plupart des riches n'ont pas d'assurance en cas de crise : cela exacerbe une sorte de lutte générale pour la survie ;
 - Beaucoup de jeunes disent vouloir s'orienter vers des métiers « qui gagnent bien » ;
 - D'autres jeunes et brillants diplômés quittent des postes bien rémunérés en entreprise pour travailler dans des ONG humanitaires ;
 - La valeur intrinsèque de la personne humaine est indépendante de sa situation financière ;
 - Les aides sociales sont souvent mal réparties et inadaptées.

- Conséquences
 - La cohésion sociale est dégradée ;
 - Les personnes les plus fragiles, en particulier celles qui sont matraquées par l'État (l'impôt) et par les banques (frais d'intervention divers), sont encore plus pauvres et parfois exclues ;
 - Les budgets sociaux deviennent très importants.
- Quelques pistes pour mieux répartir l'argent dans la société
 - Accentuer la participation des salariés aux résultats de l'entreprise, inventée autrefois par De Gaulle
 - Faire en sorte que les dirigeants politiques et d'entreprises aient un intérêt personnel à répartir plus équitablement les richesses¹ ;
 - Modifier les systèmes de cotation des salaires attachés aux différents postes en privilégiant le mérite, la responsabilité et l'utilité sociale ;
 - Ramener les écarts de salaire dans une fourchette d'un à cinq ;
 - Attribuer à chaque individu un minimum vital pour lui permettre de vivre avec un sentiment de sécurité ;
 - Prendre des initiatives concrètes et agir au niveau local (famille, quartier, entreprise, école) ;
 - Respecter chaque personne pour son humanité et sa dignité, quel que soit son niveau de richesse financière ;
 - Faire un travail sur soi à propos de notre relation à l'argent.

4. Synthèse des compléments théoriques

- La répartition actuelle de l'argent dans la société est très inégale : pour preuve la comparaison du produit intérieur brut de quelques-unes des 194 nations de la planète : entre 20.500 milliards de dollars pour les États-Unis et 0,045 milliard pour les Iles Tuvalu ; la Lettonie, classée en 100^{ème} position, a un PIB de 35 milliards de \$. Tableaux également de la richesse moyenne par habitant selon les pays, et enfin indices de répartition des richesses en France ;
- Les effets de cette inégale répartition des richesses sont principalement : les fractures sociales au sein des pays, susceptibles de conduire à des conflits potentiellement violents ; le risque de délitement de la démocratie ; l'aggravation des conditions de vie des classes les plus pauvres ;
- La répartition des richesses dans le monde résulte d'une myriade de microdécisions qui se prennent en permanence entre les acteurs économiques sur toute la planète. Il n'y a donc pas d'acteur tout-puissant qui pourrait imposer unilatéralement une autre répartition de l'argent dans la société. Celle-ci est néanmoins assez fortement influencée par certaines institutions politiques, financières ou économiques internationalement puissantes.

¹ Vaste programme ! Selon une tradition orale, ces deux mots auraient déjà constitué le commentaire laconique du même Général De Gaulle après que le slogan « Mort aux c... » eût été prononcé en sa présence (NDLR).

Les acteurs économiques qui capturent le plus d'argent sont ceux qui consacrent à cette activité le plus de créativité, d'énergie, de moyens financiers, d'habileté et, parfois, de violence.

- Quelques pistes pour mieux répartir l'argent dans le monde
 - Le revenu universel pour tous ;
 - Les envois de fonds des migrants vers leur pays d'origine ;
 - L'activation des droits sociaux actuellement non activés ;
 - La réalisation d'échanges économiques justes avec ses proches ;
 - La défense vigoureuse de ses propres droits dans un monde économique où les prédateurs rodent à la recherche de l'argent non protégé.

5. Compte rendu détaillé des échanges²

5.1. Commentaires de la personne qui a proposé la question retenue

- Je me pose la question de la valeur, et notamment de la valeur du travail. Et j'admets que certaines personnes gagnent plus que d'autres. Mais il y a trop de gens qui sont dévalorisés parce qu'ils ne gagnent pas beaucoup d'argent. L'argent est lui-même une valeur, et peut-être plus aujourd'hui qu'il y a trente ou quarante ans.

En tant que professeur de français, je suis mal payée. Dans un monde où l'argent est omniprésent et sacralisé, je sens le regard méprisant de la société sur nous. Ayant à transmettre des valeurs à mes élèves, je constate qu'ils ne se préoccupent pas de cette question de juste répartition de l'argent, ni de celle des critères que la société pourrait se donner pour l'atteindre. Ils disent : « Jamais je ne ferai jamais tel ou tel métier parce que ça ne paie pas ». D'où, par exemple, la crise de recrutement dans l'enseignement.

5.2. Interventions des autres participants

- Pour que l'argent soit mieux réparti, il faudrait que les politiques y aient intérêt eux-mêmes. Comment cela pourrait-il être le cas ? Pour moi, c'est la question centrale.
- Il n'y a effectivement pas de répartition juste des richesses, et cela nuit à la cohésion sociale. Je ne crois pas aux utopies « partageuses ». De Gaulle avait instauré la participation des salariés aux bénéfices de l'entreprise, c'était une bonne idée. Si les richesses étaient mieux réparties, on pourrait faire des économies sur les budgets sociaux, qui sont trop élevés. En France, on a trop de chômage, et pas assez la culture consistant à payer suffisamment les opérationnels. On a trop d'armées mexicaines.
- C'est à nous de prendre des initiatives locales ! Les Anglo-Saxons, eux, parlent plus facilement d'argent que nous.

² La transcription des échanges est difficile lorsque l'enregistrement sonore est quasi inaudible (trop de bruit dans la salle ou niveau sonore trop faible de la parole du participant). Nous demandons donc la bienveillance des participants si la transcription de leur parole est incomplète ou déformée !

- Nous devrions commencer par prendre des initiatives pour nous changer nous-mêmes plutôt qu'attendre des actions des politiques. Je pense à ce sage indien Maharishi qui organisait des groupes de méditation pour tenter de transformer la société et notamment dans des pays en situation de guerre.

Aujourd'hui, on voit beaucoup de jeunes diplômés de haut niveau abandonner des postes et des salaires mirobolants pour travailler dans des organisations humanitaires.

- Malgré une idée très répandue, l'argent possédé ne représente pas la valeur de la personne. Dans le monde de la télévision, les plus hauts salaires sont pour ceux qui travaillent dans la publicité. Cela illustre que ce sont ceux qui sont les plus proches de l'argent qui sont les mieux payés (comme par exemple les *traders*).

Il existe une méthode pour évaluer le « poids » des postes et donc les salaires qui y sont attachés. Ce type de système est nécessairement porteur d'une idéologie, et il conviendrait de le réaménager en fonction de la responsabilité et de l'utilité sociale, surtout pour les postes de la fonction publique.

- La rémunération est assez souvent liée à l'ancienneté, ou encore au diplôme : est-ce justifié ? Le mérite me semble un meilleur critère.
- Dans l'association où je travaille (600 salariés), je milite pour que tous les employés reçoivent un salaire de base, avec peut-être des primes pour certains en fonction de leur responsabilité ou encore du risque qu'ils supportent.
- Il faut distinguer entre la valeur reconnue aux gens et le respect qu'ils méritent. Ce dernier devrait être total. D'ailleurs les discours de départ à la retraite sont souvent aussi chaleureux pour les gens en bas de l'échelle hiérarchique que pour les dirigeants. A-t-on moins de valeur quand on a un salaire modeste ? Mieux répartir l'argent, oui, mais est-ce vraiment une question prioritaire ?
- Chacun a sa propre responsabilité, qui est différente de sa dignité, même si ce n'est pas ainsi que le voit la société. Moi, cela ne m'a jamais gênée de gagner peu d'argent car je ne mets pas ma valeur dans cela. Si on sous-estime le diplôme et la compétence dans l'évaluation de la rémunération, on entre dans un système de magouille.
- Les diplômes ne garantissent rien. Le vrai lien avec le salaire devrait être le mérite.
- Je suggère quelques pistes complémentaires de réflexion telles que :
 - Comment l'argent est-il actuellement réparti dans la société ?
 - Qui en décide ? Qui répartit actuellement l'argent ?
 - Selon quels critères ?
 - Que pensez-vous de ces critères actuels ?
 - Est-il possible de changer quelque chose à cette répartition actuelle
 - Dans la société ?

- Pour nous-mêmes individuellement ?
- Parfois, l'estime est plus importante que l'argent. Un SDF m'a dit que si un passant n'a pas d'argent à lui donner mais prend le temps de parler avec lui, cela lui procure un vrai réconfort.

En matière de répartition des richesses au sein de la société, je confirme qu'il vaut mieux commencer à agir localement et à petite échelle dans sa famille, avec son patron et avec ses employés.

- Les gens veulent d'abord exister aux yeux des autres, leur donner et recevoir d'eux du respect. Il convient d'opposer d'autres valeurs à celle de l'argent.
- Du temps de Roosevelt, l'écart des salaires était d'un à cinq. Aujourd'hui, il est d'un à 5.000 ! Cela n'est pas normal. Il faudrait changer la norme et réduire ces écarts. Mais on n'arrive pas à faire consensus sur une répartition moins inégalitaire.

On pourrait dire qu'aujourd'hui, globalement et en simplifiant, 50% des gens sont trop compétents pour ce qu'ils font et 50% des dirigeants ne le sont pas assez. Il y aurait moins de problèmes sociaux si les salaires revenaient dans une fourchette d'un à cinq, mais il convient de conserver une différence des rémunérations !

- Qui est en charge de la répartition de la richesse ? Il y a d'abord l'État, notamment à travers la rémunération des fonctionnaires. Puis le secteur privé, à travers la politique salariale de chaque entreprise élaborée par ses dirigeants.

Dans l'entreprise Biocoop voisine de chez moi, il semble que les salaires sont d'un à cinq, et les salariés qui restent plus de cinq ans bénéficient de distribution gratuite de parts sociales.

- Comment mieux répartir les richesses pour ceux qui sont en difficulté financière ? Les banques avec leurs « frais d'intervention » parfois abusifs et l'État avec les impôts les matraquent, risquant de les jeter à la rue. Très peu de banquiers ont encore le sens humain.
- Dans ma famille, j'avais une fille et une nièce à ma charge et j'étais seule à avoir un revenu. Devais-je partager ce revenu en trois parts égales ? Nous étions trois personnes humaines et à ce titre d'égale valeur. Ce fait pouvait-il justifier une telle solution ? Mais à la réflexion, j'ai considéré que je travaillais beaucoup plus qu'elles, tant pour gagner cet argent qu'à la maison... !

Dans les entreprises, on n'est souvent pas à sa bonne place, on est souvent trop ou pas assez compétent par rapport à la fonction qu'on occupe. Quelle contribution chacun apporte-t-il à la structure ? Comment faire pour être à la bonne place ?

- Dans la répartition des richesses, commençons par agir localement pour évoluer ensuite vers une approche plus globale. L'État qui, en France, gère environ la moitié des emplois est enfermé dans des modèles de

rémunération peu cohérents. La question est : combien rémunérer qui et en fonction de quels critères ?

Nous parlions d'écart de salaire d'un à cinq ou d'un à 5.000. Mais que j'achète un sac à main à 10€ ou un autre à 2.000€, à la fin, je ne possède qu'un sac !

- Les banquiers gagnent beaucoup d'argent avec les pauvres. Ils prêtent beaucoup plus cher aux pauvres qu'aux riches. Est-ce normal ? C'est peut-être pour cela que les pauvres sont pauvres.
- L'argent va de plus en plus à l'argent. Quand on en a, les portes s'ouvrent plus facilement pour en gagner encore plus. Quant aux sacs à main, au-delà de leur prix, le problème est que certaines personnes n'ont même pas de sac, c'est-à-dire qu'elles manquent du nécessaire vital, parfois même quand elles travaillent.

La sécurité de l'emploi ne suffit pas. Il faut également un niveau de salaire suffisant, et parfois un appui familial, par exemple pour pouvoir louer ou acheter un logement. Le manque appelle le manque, et le trop-plein appelle le trop-plein. Le manque d'argent entraîne l'éloignement, et parfois un moindre accès à la solidarité. C'est cela qui ne va pas dans notre société.

Les écarts de revenus sont aujourd'hui supérieurs à ceux d'avant la Révolution française. Et certaines personnes n'ont vraiment rien de rien ! Ce n'est pas juste et on est en France dans un climat presque prérévolutionnaire.

- Comment l'argent est-il réparti ? En grande partie par la force de sa propre parole et par l'affirmation de soi. Les pauvres sont dignes, mais s'ils se révoltaient, ils se feraient mieux entendre...
- L'argent est un outil créé par l'homme et qui est en son pouvoir. Mais aujourd'hui, c'est nous qui devenons son outil, ou même son esclave.

Je suis d'une famille d'ouvriers, c'est mon père qui gérait l'argent et dans mon enfance on n'en parlait pas. J'ai donc fait un travail sur moi à propos de l'argent. Autrefois, il y avait plus d'échanges de valeur sous forme de troc, et aujourd'hui tout est médiatisé par l'argent.

Pour ma part, je suis plus dans le partage mais l'argent prend trop de place et annule le partage. Ceux qui sont dans l'ignorance et la peur de parler de l'argent diminuent leur capacité de s'affirmer et se retrouvent au fond d'un trou. S'ils n'ont pas d'argent, ils se disent souvent qu'ils n'ont aucune valeur personnelle. L'argent est certes important mais c'est seulement un outil et ne dit rien sur ma valeur en tant que personne humaine.

- La mauvaise répartition dans la société se manifeste également dans celle des aides sociales : parfois, on gagne autant à ne pas travailler qu'en travaillant.
- Quelle est la place optimale de chacun dans les organisations en fonction de ses compétences ? Si on cherche à trouver une autre place qui nous corresponde mieux, on peut craindre de perdre la sienne.

A Madagascar, la répartition des richesses est très inégalitaire. Ce pays possède aussi ses milliardaires - en monnaie évidemment non malgache.

Problème psychologique terrible : parce qu'il n'y a pas de sécurité sociale et que rien n'est acquis, tout le monde est dans le mode survie et les riches comme les pauvres pensent qu'ils ne gagnent pas assez d'argent.

Il faudrait que chacun ait le minimum vital pour vivre : un toit, des vêtements, de la nourriture et la possibilité d'envoyer ses enfants à l'école. Je vis en France, j'ai donc un peu plus de sécurité et la capacité à aider quelques personnes, mais je n'ai pas la solution au problème.

- Avoir de l'argent est évidemment une nécessité. Mais au lieu de vivre selon les vraies valeurs, chacun subit le matraquage publicitaire qui ne fait qu'augmenter le besoin de consommer et la peur de manquer et qui met chacun en état d'insécurité financière. Cela nous éloigne des vraies valeurs et de la sécurité pour tous.

6. Évaluation de la séance

Les participants sont invités à répondre à deux questions : 1. Comment avez-vous vécu cette séance ? 2. Qu'en reprenez-vous pour vous ?

- Merci à tous. J'ai eu beaucoup de plaisir dans nos échanges.
J'en retiens que nous avons tous droit à l'abondance, pour la faire partager aux autres.
- Cette séance m'a procuré des émotions.
J'ai compris que c'est utile de faire un travail sur soi pour mieux comprendre sa problématique par rapport à l'argent.
- J'ai bien aimé.
Dans cette affaire de répartition des richesses, j'en ressors conforté sur la nécessité d'agir individuellement et localement.
- J'ai bien apprécié cette séance, comme les précédentes.
Sur la question de nos revenus et de leur répartition, je dois être plus vigilante et consciente que je peux agir localement.
- J'ai aimé qu'il y ait eu un peu de contradiction dans nos échanges.
J'en retiens : 1. Que notre rapport à l'argent influence notre rapport à autrui ; 2. Que ces échanges nous incitent au partage des idées et des regards, mais aussi de la richesse financière ; 3. Qu'il ne faut pas stigmatiser les riches. Ce que nous avons partagé ce matin, c'est bien mieux que de l'argent : des idées, des regards, des émotions.
- Grande satisfaction d'avoir participé à cette séance
J'en retire que l'humain prime sur l'argent et que, à défaut de pouvoir leur donner de l'argent, les sans-abri apprécient qu'on les regarde et qu'on parle avec eux.
- J'ai aimé qu'on ait pu exprimer des opinions différentes sur la question posée.
Il y avait un fort tabou sur l'argent dans ma famille et je retiens de cette séance que nous devons dépasser cette peur qui nous interdit de parler

d'argent, et cette idée selon laquelle sans argent, je ne suis rien.

- Ce thème m'a beaucoup fait réfléchir, et j'en retiens que si on peut agir dans ce domaine chacun dans son environnement personnel, ce n'est souvent pas du tout le cas au plan global. Et sur cet aspect, je reste un peu sur ma faim.
- J'ai essayé de réfléchir sur cette question au plan collectif, mais je constate que les gens s'y intéressent peu... Et pourtant il y a urgence à travailler sur cette dimension collective de la question.
- Ce café philo sur l'argent a été exactement ce que j'en attendais : courtoisie, écoute, respect. Le sujet était un peu trop général mais néanmoins intéressant.

J'en retiens l'importance de notre rapport à l'autre et du partage : on ne peut pas être heureux seul !

- J'ai été sensible à l'articulation entre l'approche locale et l'approche globale.

7. Compléments conceptuels⁴

Rappel de la question : Comment répartir mieux l'argent dans la société ?

7.1. Répartition de l'argent dans la société, quelques chiffres

- Au plan international, sur 194 pays répertoriés⁵ :
 - La richesse globale « produite » par chaque pays en 2018 (mesurée par son Produit intérieur brut) s'étage comme suit (en milliards de \$)
 - 20.500 : USA (pays le plus riche)
 - 13.400 : Chine, (2ème rang)
 - 2.800 : France (6ème rang)
 - 700 : Suisse (20ème)
 - 230 : Irak (50ème)
 - 80 : Éthiopie (70ème)
 - 35 : Lettonie (100ème)
 - 7 : Malawi (150ème)
 - 0,045 : les Iles Tuvalu (pays le plus pauvre).

Par comparaison, et même si les chiffres ne sont pas parfaitement comparables, les 10 entreprises les plus importantes par leur volume d'activité ont un chiffre d'affaires annuel 2017 qui s'étage entre 500 et 242 milliards de \$.

Quant au bénéfice annuel des 10 entreprises les plus profitables en 2017, il s'étage entre 48 et 26 milliards de \$.

Cela signifie que les entreprises privées multinationales les plus puissantes rivalisent, en termes financiers, avec des nations classées

⁴ Ou plus simplement informatifs ! Texte rédigé par Jean Beaujouan.

⁵ Source Wikipedia.

à partir du centième rang mondial, c'est-à-dire avec environ 50% d'entre elles !

- La richesse moyenne produite par chaque habitant des pays du monde (PIB /hab.) s'étage comme suit en 2017 (en \$) :
 - 125.000 : Qatar (1^{er} rang)
 - 61.000 : Suisse (10^{ème} rang)
 - 59.500 : États-Unis (13)
 - 43.500 : France (29)
 - 27.900 : Russie (51)
 - 12.400 : Indonésie (100)
 - 3.900 : Côte d'Ivoire (149)
 - 1554 : Madagascar (183)
- Répartition des richesses individuelles en France (quelques aperçus⁶)
 - Les 10 % des Français les plus riches perçoivent à eux seuls plus du quart des revenus, soit dix fois plus que les 10 % les plus pauvres.
 - Entre 2003 et 2013, le pouvoir d'achat des personnes les plus modestes a augmenté en moyenne de 2,3 %, contre 42,4 % pour celui des 10 % les plus riches.
 - L'écart de salaire entre un cadre débutant et un ouvrier est de 1,8. Il est de 3,6 en fin de carrière.
 - 50 % des personnes les plus pauvres détiennent 8 % du patrimoine total des Français ; 1 % des Français les plus riches en détiennent 17 %.
 - Les écarts salariaux entre les hommes et les femmes sont de l'ordre de 20% pour des postes équivalents.

- Commentaires :

Ces quelques chiffres illustrent que l'argent est réparti de façon très inégalitaire dans la société, tant en France que dans le monde.

Au plan international, l'accélération du phénomène dit de globalisation à partir des années 1970 a permis à des pays en voie de développement tels que la Chine et le Brésil de « décoller » économiquement et à leurs habitants de sortir (au moins modestement) de la pauvreté.

A l'inverse, depuis les années 1980 et sous l'influence de la révolution conservatrice ultralibérale de Reagan et de Thatcher, la concentration des richesses s'accélère dans la plupart des grands pays industrialisés : entre 1980 et 2020, la part du patrimoine détenu aux États-Unis par les 0,1% les plus riches a triplé, passant de 7 à 20% du patrimoine total, soit autant que celle détenue par les 90 % les plus pauvres.

⁶ Source : rapport de l'Observatoire des inégalités cité par Le Monde.

7.2. Les effets de la concentration croissante des richesses

- Ces écarts de richesse altère les dimensions d'autonomie, de liberté et de solidarité des humains en transformant les plus riches en maîtres et dominateurs et les plus pauvres en individus soumis à des conditions de vie souvent éprouvantes voire dégradantes ; du point de vue philosophique, les uns et les autres y sont perdants ;
- Ils aggravent les tensions entre les classes sociales et fragilisent le lien social ;
- Ils favorisent le déclenchement de crises éruptives semblables à celle des Gilets jaunes en France ;
- Selon de nombreux sociologues et politologues, ils renforcent le risque de délitement de la démocratie : les classes les plus riches votent deux fois aux élections, une fois classiquement avec un bulletin de vote, et une seconde fois, via quelques très riches donateurs, en contribuant au financement de campagnes électorales de plus en plus coûteuses, avec l'attente d'un retour sur investissement substantiel mais le plus souvent porteur d'injustice ;
- Ces écarts de richesse accroissent la dureté de la vie des personnes les plus pauvres : pénibilité du travail, fragilité financière avec les angoisses qu'elle crée, moindre accès aux soins médicaux, réduction relative de l'espérance de vie, moindre accès à un logement de qualité, à une nourriture saine, aux biens culturels, à une vie sociale enrichissante, etc.
- Cette concentration croissante des richesses fait-elle au moins le bonheur des riches ? La réponse est moins évidente qu'il n'y paraît en première analyse : certes, les personnes et les familles très riches sont saturées de biens matériels, symboliques et culturels, mais qui peut mesurer leur niveau réel de bonheur, et encore plus celui de leur joie de vivre ?

Le monde des riches est souvent féroce, et le fait de gérer une fortune conséquente peut également être regardé comme une charge pénible faisant plus souvent appel à l'avidité, à la dureté de cœur voire à la violence qu'aux valeurs de détachement, de recueillement, de paix intérieure, de partage et d'amitié qui, selon les philosophes tels qu'Épicure, permettent d'accéder à la joie de vivre, et au moins à une vie bonne ;

- Certains représentants éclairés de la classe des très riches sont eux-mêmes conscients des dangers liés à la concentration extrême des richesses. 121 d'entre eux ont publié une tribune le 22 janvier dernier pour appeler à une lutte plus acharnée contre l'évasion fiscale et à une augmentation de leur imposition⁷

⁷ Voici quelques passages de cette tribune : « *Le manque de confiance sociale et un sentiment d'injustice omniprésent diminue la cohésion démocratique. Cette rupture au sein des nations exacerbe les tensions entre les pays. Et (...) la communauté mondiale ne réagira pas de façon adéquate à la catastrophe climatique imminente. Ce sera désastreux pour tout le monde, y compris pour les millionnaires et les milliardaires. (...). Et les impôts sont le meilleur (...) moyen de garantir un investissement dans les choses dont nos sociétés ont besoin* » (source : journal *Le Un* n° 282 du 05.02.2020)

7. 3. Qui répartit l'argent dans la société et comment ?

La question *Comment mieux répartir l'argent dans la société ?* en appelle trois autres :
Comment se répartit réellement l'argent dans la société ? Qui a le pouvoir de le faire ?
Comment procéder pour mieux répartir l'argent ?

- Comment se répartit dynamiquement l'argent dans la société ?

L'argent est un objet social symbolique qui, par la magie d'une confiance et d'une convention communes, est investi d'une valeur de référence reconnue par tous. Il passe de mains en mains notamment pour solder les dettes résultant des échanges de biens ou de services entre les individus, les entreprises et les États.

A ces opérations marchandes, il faudrait ajouter quelques autres sources de gain ou de perte d'argent que sont l'héritage, l'activation des droits sociaux, le vol, le jeu, le don, etc.

En règle générale, les agents économiques cherchent à capturer le maximum d'argent dans les transactions qu'ils font en tant que vendeurs. Et ils s'appauvrissent en argent à travers leurs achats de biens destinés à être consommés, c'est-à-dire détruits.

C'est donc à travers des millions de transactions économiques ou financières permanentes que se répartit l'argent dans la société, et cette mécanique échappe en grande partie à qui voudrait réguler cette répartition.

Dans ce jeu, des acteurs plus ou moins puissants exercent pourtant une influence dans cette régulation :

- Au sommet sont les gouvernements des États les plus puissants, qui représentent leurs propres intérêts et celui de leurs citoyens ; les organisations internationales telles que l'ONU, le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, les instances telles que le G8 et le G20 ; la gouvernance de la zone euro ; les banques centrales des grands pays ou communauté de pays ; les grandes ONG et notamment celles qui œuvrent pour le développement économique ;
- Proches du sommet, on trouve les plus grandes entreprises internationales, qui œuvrent d'abord pour enrichir leurs actionnaires ;
- Puis, en dégradé, les organisations, institutions, entreprises, individus les plus riches, individus sans pouvoir économique particulier, individus les plus pauvres, chacun occupant une place singulière dans le grand Monopoly du jeu économique et social.

Au final, les acteurs qui « capturent » le plus d'argent à leur profit sont souvent ceux qui disposent de plus de moyens pour le faire et qui y déploient le plus de créativité, d'énergie, de réseaux et parfois de violence.

Même si certaines institutions politiques, financières ou économiques exercent une influence importante dans la répartition des richesses, aucune d'elles n'en détient donc seule la clé.

7.4. Mieux répartir l'argent dans la société : comment faire ?

Regardons quelques pistes globales avant de nous focaliser sur des actions plus locales et plus individuelles :

- Un revenu universel pour tous ?
 - Cette idée n'est pas neuve : elle a été lancée en 1962 par Milton Friedman, prix Nobel d'économie et penseur important du néolibéralisme. Elle a été l'une des propositions centrales du candidat Hamon lors de la dernière campagne présidentielle en 2017.
 - Elle consiste à verser un revenu minimal et inconditionnel à chaque citoyen d'un pays, quels que soient sa situation et ses revenus, pour lui assurer un socle suffisant de ressources pour vivre.
 - Un nombre croissant d'économistes et de dirigeants de grandes entreprises considèrent qu'il s'agit d'une hypothèse de travail réalisable et non pas d'un gadget ou d'une utopie farfelue⁸.
 - L'économiste et sociologue Denis Colombi développe une analyse intéressante de cette idée dans son livre récemment paru et intitulé *Où va l'argent des pauvres ?*⁹
- Les envois de fonds des migrants vers leur famille dans leur pays d'origine, phénomène appelé *rémitance* ou *Hawala* (mot arabe qui signifie *mandat* ou *virement*.)
 - Ces transferts portent sur des sommes importantes et peuvent représenter entre 9 et 24% du Produit intérieur brut de certains pays en développement, et entre 80 et 750% des aides publiques qu'ils reçoivent ;
 - Ces envois de fonds ont été évalués à 466 milliards de dollars en 2017, le montant réel étant probablement beaucoup plus important.
 - Les principaux receveurs étaient alors l'Inde (69 milliards de dollars), la Chine (60), et les Philippines (24). En Afrique, les principaux bénéficiaires sont le Nigéria (21 milliards) et l'Égypte (18).
 - Cet argent contribue fortement à compléter le revenu de subsistance des familles bénéficiaires, et au développement économique local.
- Activer les droits sociaux qui ne le sont pas¹⁰

Il y a *non-recours* lorsqu'une personne ne reçoit pas une prestation sociale ou un service auxquels elle a droit¹¹.

Ce non-recours atteint des taux extrêmement importants, surtout parmi les personnes les plus fragiles : de l'ordre de 30% auprès des caisses d'allocations familiales, 36% pour le revenu de solidarité active, et jusqu'à près de 70% pour l'aide à la complémentaire santé. Il est fortement corrélé à l'isolement social.

⁸ C'est notamment le cas du chef d'entreprise Elon Musk, président de Tesla et de SpaceX aux USA.

⁹ Payot, 2020, p. 290 sq. et surtout p. 295 sq. Ce livre contient par ailleurs des analyses remarquables de la pauvreté en France.

¹⁰ Source : ODENORE, Observatoire des non-recours aux droits et services.

¹¹ Ce phénomène peut être dû à trois raisons différentes : la non-connaissance : la personne ignore l'existence de ce droit ou le fait qu'elle y soit éligible, ou encore les travailleurs sociaux ne l'orientent pas vers cette aide, souvent par ignorance ; la non-demande : le bénéficiaire potentiel connaît l'offre mais ne la demande pas, pour diverses raisons ; la non-réception : sa demande de bénéficier de cette prestation n'aboutit pas en raison de difficultés ou de négligences administratives.

Financièrement, il prive les bénéficiaires potentiels d'aides précieuses de l'ordre de la dizaine de milliards d'euros¹² par an qui pourraient leur permettre de mieux vivre.

Les pouvoirs publics sont conscients de cet important manque pour les personnes les plus pauvres et mettent en œuvre diverses démarches pour en restreindre les effets négatifs. Mais le dossier est complexe. Il prouve au moins que les pauvres ne sont pas des chasseurs d'aides sociales professionnels comme certains idéologues l'affirment volontiers...

- Réaliser des échanges économiques justes avec nos proches
 - Beaucoup plus qu'il n'apparaît en première approche, nous avons des relations financières fréquentes avec nos proches, et d'abord dans notre famille (conjoint et enfants), avec nos amis, avec nos commerçants et nos fournisseurs de tous poils, ou encore avec nos collaborateurs si nous sommes chef d'entreprise. Nous prenons des microdécisions à tout moment (ex. acheter le pain, payer une consommation au café ou une place de cinéma, donner ou non un pourboire au restaurant, aider un mendiant dans la rue, etc.), ou des décisions plus rares mais plus structurantes (aider des enfants devenus jeunes adultes et ayant des besoins financiers différents).
 - Dans chacun de ces cas, la question est : comment dois-je conduire cette transaction financière pour faire en sorte qu'elle semble juste tant à mon partenaire qu'à moi-même, chacun ayant ses propres intérêts et ses propres critères subjectifs. Pas toujours simple...
- Défendre ses droits
 - Dans la vie courante, chacun est censé défendre ses propres intérêts avec toute l'énergie qu'il porte en lui, surtout quand il s'agit d'argent. Certains le font systématiquement et habilement, d'autres beaucoup moins, et une petite minorité ne le fait que très peu ou très mal.
 - Cette capacité à défendre ses intérêts varie selon les personnes en fonction de multiples critères, dont l'estime que chacun a de soi, la représentation qu'il a de l'argent et de la richesse, ses besoins financiers, sa vitalité naturelle, son éducation et les modèles parentaux qu'elle a intériorisés dans ce domaine.
 - Ne pas défendre ses droits est une voie qui conduit à la pauvreté.
 - Défendre ses droits favorise une meilleure répartition locale des richesses dans la société, surtout si on est pauvre...

¹² Les évaluations sont complexes et nécessairement approximatives.